

l'événement

Les otages retrouvent la France

l'essentiel ▼ Amaigris mais souriants, les quatre journalistes français, libérés samedi, sont arrivés hier matin à Villacoublay, où les attendait François Hollande. C'est « un jour de joie pour la France », a lancé le président. Mais se posent déjà des questions sur les conditions de leur libération.

Ils ont enfin retrouvé leurs familles et la France après dix mois d'une éprouvante captivité aux mains d'un groupe jihadiste, enfermés dans des sous-sols et dans des conditions « parfois violentes ». Amaigris mais souriants et les visages débarrassés de leurs barbes, les quatre journalistes français libérés la veille, sont arrivés en hélicoptère hier matin, à Villacoublay, où les attendait le président François Hollande. Faisant fi du protocole prévu à l'aéroport, les quatre reporters ont embrassé sur le tarmac le chef de l'État, accompagné du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, avant de se jeter dans les bras de leurs familles. Nicolas Hénin a serré contre lui ses enfants, dont un petit garçon qui n'avait que 7 mois quand il a été enlevé. C'est « un jour de joie pour la France », a lancé le président. « La France est fière d'avoir pu obtenir qu'ils soient aujourd'hui libres », mais « il y a encore des otages en Syrie, retenus parce qu'ils sont journalistes ». Selon Laurent Fabius, ils seraient une vingtaine.

« On n'a jamais douté », a déclaré le grand reporter d'Europe 1 Didier François, seul ex-otage à s'exprimer devant le micro. « De temps en temps, on avait des bribes, on savait que tout le monde était mobilisé... »

zoom

LIBÉRATION: L'ÉTERNELLE QUESTION DE LA RANÇON

La question s'est déjà posée et se posera encore. Peut-on croire un moment que la liberté rendue aux otages n'est pas liée à une contrepartie financière ou diplomatique ? Peu de détails ont filtré sur les conditions de la libération des quatre hommes détenus par l'État islamique en Irak et au Levant (Eiil). « L'État ne paie pas de rançon. C'est un principe très important pour que les preneurs d'otages ne puissent être tentés d'en ravir d'autres », a seulement réaffirmé François Hollande. « Tout est fait par des négociations, des discussions. Je ne veux pas être plus précis », a-t-il dit, « car nous avons encore deux otages » au Sahel. De son côté, Laurent Fabius a nié toute livraison d'armes.

En octobre 2013 déjà

Lors de la libération en octobre 2013 des quatre derniers otages au Niger, au terme de trois ans de détention, le gouvernement français avait coupé court aux rumeurs en réaffirmant : « La doctrine immuable du président de la République, c'est qu'on ne verse pas de rançon... » À l'époque, après Laurent Fabius, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avait également démenti tout paiement d'argent par la France. Une thèse difficile à croire quand on devine que la libération des otages au Niger était en fait l'épilogue de six mois de tractations qui se sont accompagnées de négociations secrètes.

Selon une source française bien renseignée sur les détails de cette opération, des membres de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avaient remis alors aux ravisseurs quelque vingt millions d'euros en contrepartie de la libération des

On a vraiment cette chance d'être Français », a-t-il ajouté, lors d'une brève déclaration, interrompue par un sanglot. Didier François, Édouard Elias, Pierre Torrès et Nicolas Hénin ont ensuite gagné le salon d'honneur, avec leurs proches, puis se sont rendus à l'hôpital militaire du Val de Grâce pour y subir des examens médicaux, avant de retrouver leurs familles en fin de journée. Didier François et le photographe Édouard Elias, 23 ans, avaient été enlevés au nord d'Alep le 6 juin 2013. Le 22 juin, c'était au tour de Nicolas Hénin, 37 ans, reporter à l'hebdomadaire Le Point, et Pierre Torrès, 29 ans, photographe indépendant, à Raqqa.

« Embrigadement »

Sur les dix mois et demi de détention, les quatre otages sont restés dix mois complets dans des sous-sols sans voir le jour, un mois et demi entièrement enchaînés les uns aux autres. « Ils ont été traités très durement », a déclaré Laurent Fabius, précisant que certains des geôliers parlaient français. Avec la confirmation de fait que le conflit syrien génère de nouvelles vocations chez certains Français qui vont faire leur Djihad parmi les rebelles, grâce aussi aux nouvelles techniques d'endoc-

trinement via internet. François Hollande a évoqué ces « jeunes qui se font embrigader par des moyens totalitaires pour aller combattre en Syrie ». Il faut souligner aussi le rôle clé des services français de la Défense et de la DGSE qui a agi « en étroite collaboration » avec les services de renseignements britanniques, espagnols, américains, mais aussi turcs. Des opérations tenues secrètes, que confirme entre autres la très discrète visite du ministre Jean-Yves Le Drian en Turquie voilà plusieurs semaines.

otages. Dans son ouvrage « Rançons : enquête sur le business des otages » paru chez Fayard, la journaliste Dorothée Moisan a souvent évoqué cette question. « Cela fait dix ans qu'Aqmi enlève des otages occidentaux dans le but de récupérer des rançons pour mener ses opérations dans le Sahel », indiquait-elle dernièrement. Et de préciser alors qu'une somme de 12,5 millions d'euros avait été versée par le groupe Areva et Vinci pour obtenir la libération des trois premiers otages dont François Laribe en 2011. Si le propos ne sera jamais confirmé, il ne sera pas non plus démenti.

J.-M.D.
Pour voir une vidéo
● Journal numérique : cliquez sur l'image.
● Journal papier : flashez le QR code.

ENDANT DIX MOIS NOUS N'AVONS PAS VU LE JOUR»

« C'est un immense bonheur d'être libre et de voir enfin le ciel, que nous n'avons pas vu pendant si longtemps », a raconté hier Didier François peu après son arrivée à Villacoublay. Seul ex-otage à s'exprimer devant le micro, M. François est revenu brièvement « sur les dix mois et demi » de détention en Syrie, au court desquels les quatre otages français sont « restés dix mois complets dans des sous-sols sans voir le jour, un mois et demi entièrement enchaînés les uns aux autres », a-t-il ajouté, évoquant des conditions de détention « rudes ». Se montrant réticent à entrer dans trop de détails, le reporter aguerri, doyen du groupe à 53 ans, a précisé : « Dans un pays en guerre, ce n'est pas toujours sim-

ple, que ce soit la nourriture, l'eau, l'électricité, parfois c'était un petit peu bousculé, les combats étaient proches, il est arrivé qu'on soit déplacés très rapidement dans des conditions un peu abracadabrantes ». Évoquant beaucoup « de tension, du stress », il dit avoir toujours gardé espoir. « De temps en temps, on avait des bribes, on savait que tout le monde était mobilisé... On a vraiment cette chance d'être Français. On savait que si ça pouvait passer, ça passerait et que tout était fait pour que ça passe, et à partir de là, c'était notre responsabilité que de tenir ». En détention, à quoi se raccroche-t-on ? « A ceux qu'on aime, au fait qu'on sait qu'on fait notre métier

et qu'il faut le faire ». Didier François a également tenu à remercier l'État français, qui à travers « ses diplomates et les agents des services de renseignements a fait un travail remarquable, toujours avec discrétion » et grâce à qui même dans les moments difficiles « nous n'avons jamais douté ». Nicolas Hénin, qui a retrouvé ses deux filles et son épouse, a assuré devant un petit groupe de journalistes à l'aéroport avoir connu de nombreux déplacements pendant sa détention : « En tout, je suis passé par une dizaine de lieux de captivité. La plupart du temps, avec d'autres personnes, notamment Pierre Torrès qui m'a rejoint assez vite. Cela a été une longue errance de lieux de détention en lieux de détention ». Il

avait raconté samedi sa tentative d'évasion trois jours après son enlèvement, disant avoir couru toute une nuit dans la campagne syrienne avant d'être rattrapé par ses ravisseurs. Très ému, Nicolas Hénin a expliqué que les otages avaient été « plongés dans le chaos syrien avec tout ce que ça veut dire ». A-t-il été bien traité ? « Pas toujours », a-t-il répondu d'une voix étranglée. « Ça n'a pas toujours été facile ». Sur le tarmac, il est apparu éprouvé mais soulagé « Je suis débordé par l'émotion, juste très ému, et c'est un moment que j'ai attendu depuis dix mois. Ce sont les plus beaux enfants du monde. C'est quoi le plus beau pour un papa ? C'est d'avoir ses enfants dans les bras ! »

« DES GEÔLIERS PARLAIENT FRANÇAIS »

Présent sur le tarmac de Villacoublay pour accueillir les quatre journalistes français, Laurent Fabius est revenu sur la libération de ces désormais ex-otages : « La grande règle c'est d'être extrêmement discret et secret » a prévenu le patron du quai d'Orsay. « Et encore plus car en Syrie il reste une vingtaine d'otages, de toutes nationalités ». Comme certains des quatre ex-otages l'ont laissé entendre, « ils ont été traités très durement [...] Les preneurs d'otages sont des terroristes » et le terrorisme est un « mal absolu ». Interrogé sur la présence de francophones parmi les geôliers des otages, le ministre a répondu : « Malheureusement oui ! », sans plus de précisions. « Il y a des Français, des Belges, des Italiens, des Européens en général, qui sont partis, comme ils disent, faire le jihad en Syrie », a-t-il poursuivi. Laurent Fabius a aussi donné quelques précisions sur leur libération. Ils « ont été lâchés près de la frontière turque, ils sont arrivés en Turquie, les Turcs ne savaient pas qui ils étaient » et ont procédé à des vérifications. « Samedi au petit matin, nous avons été avertis par le patron des services secrets français. » Depuis une quinzaine de jours, les autorités françaises savaient que ces libérations approchaient mais « c'est au dernier moment que l'on sait que les choses sont faites ».

QUEL IMPACT SUR HOLLANDE ?

Les quatre journalistes français libérés samedi en Syrie, la famille Moulin-Fournier, le père Vandenbeusch... Les libérations d'otages sont de courtes éclaircies dans le ciel politique souvent tourmenté de François Hollande mais sans impact significatif et durable sur l'opinion. Pour Jérôme Sainte-Marie (PollingVox), les libérations d'otages n'ont « aucun effet » sur la cote de popularité des présidents même s'ils « saturent l'espace politico-médiatique pendant 24 ou 48 heures, ce qui peut être utile après l'affaire Aquilino Morelle ». Le politologue en veut pour preuve l'entre-deux tour de l'élection présidentielle de 1988. « La libération des otages du Liban n'avait eu aucun impact électoral, au contraire, pour Jacques Chirac », Premier ministre de cohabitation de François Mitterrand, ré-élu quelques jours plus tard avec 54 % des voix. D'une manière générale, observe-t-il, les prises d'otages ne suscitent « plus du tout la même dramatisation que dans les années 80 au Liban ou 2000 en Irak » et cette banalisation « se double de polémiques sur les conditions de la libération ou le versement de rançons » qui rendent les gains politiques « dérisoires ».

« UNE NÉGOCIATION PILOTÉE PAR LA DGSE »

INTERVIEW

ANTOINE BASBOUS
DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DES PAYS ARABES, POLITOLOGUE

Qui sont précisément les preneurs d'otages présumés des quatre journalistes ?

C'est une organisation qui s'appelle l'État islamique en Irak et au Levant. Considéré comme le mouvement le plus radical et le plus cruel des islamistes en Syrie, l'Eiil rassemble des jihadistes internationalistes qui sont pilotés par les officiers des renseignements syriens et iraniens. Les membres de cette organisation ne sont pas forcément au courant, mais les dirigeants ont été pour la plupart libérés des geôles d'Assad pour aller au front contre lui et pour laisser à Assad l'image d'un modéré face à la barbarie que ces groupes commettent tous les jours. À mes yeux, il existe une donnée essentielle, dont on parle peu, soit par naïveté, soit par manque d'information : en 2001, lorsque les Américains avaient attaqué l'Afghanistan, Al Qaïda s'était scindée en deux. Une partie s'était enfuie au Pakistan, l'autre s'était réfugiée en Iran. Cette partie iranaïenne a été instrumentalisée par les services iraniens pour

servir la stratégie iranaïenne. Assad a libéré les terroristes dont il s'était déjà servi en Irak contre les Américains et ces personnes ont été rejointes par des cadres d'Al Qaïda réfugiés en Iran, justement pour constituer une force en Syrie qui fasse apparaître Assad comme un gentil et un modéré. Il se trouve que, pas plus tard que samedi, le chef d'Al Qaïda Ayman al-Zawahiri a sorti une cassette dans laquelle il accuse l'Eiil d'être infiltré par les services syriens.

« Il y a sans doute eu une contrepartie financière. Peut-être l'intervention d'un milliardaire haut placé dans le régime syrien ? »

Revenons sur les conditions de libération des otages. Y a-t-il eu forcément des tractations financières ?

Personnellement, je n'ai pas d'informations. Il faudra attendre quelques décennies pour connaître la réalité de ce

qui s'est réellement passé. Généralement, pour libérer des otages, il y a deux manières de procéder : soit c'est un commando qui agit, soit c'est la voie de la négociation. En l'occurrence, il y a eu une négociation, sans doute pilotée par les services français, mais par quel intermédiaire, je l'ignore ? Les négociateurs français ont-ils approché le Qatar ou un autre acteur étatique ? Là encore, je n'en sais rien. Il ne faut pas oublier cependant que le Qatar a réussi récemment à faire libérer deux groupes d'otages en Syrie. Ce fut en octobre la libération d'un groupe de Chiites libanais qui étaient retenus à Aazaz, dans la province d'Alep, mais aussi du groupe des treize religieuses de Maaloula, en mars dernier. Le Qatar est-il derrière cette nouvelle libération ? De l'argent a-t-il été versé par les



Qataris ? Là encore, je ne peux pas l'affirmer. **Hormis le Qatar, on évoque un coup de pouce des Turcs ?** Oui parce que c'est la base arrière de la logistique pour libérer les otages, d'autant plus que les otages étaient détenus non loin de leurs frontières. Il peut avoir aussi l'influence de personnalités qui voulaient voir leur nom retiré de la liste noire européenne, avec leurs avoirs gelés en Europe en raison des sanctions prises contre le régime d'Assad. Alors, sont-ils intervenus dans cette libération ? Je ne peux le dire. **Vous évoquez la possibilité de l'intervention d'une personnalité. Vous pensez à qui précisément ?** Je ne vous le dirai pas. Je pense à un milliardaire qui est haut placé dans le pouvoir syrien.

Recueilli par Jean-Marie Decorse